



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 janvier 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, Mme FLORENTIN, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, M. LACOSTE, M. GARAUDY, M. ROUX, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CUARTERO à M. RIMARK, M. VERDIER à Mme BAUDERE, Mme BERTET à Mme DUBOURG, M. GEDON à M. ELIAS, Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, Mme BERGEON à M. LIMINIANA

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme FLORENTIN est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 24

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

4 – BIEN SANS MAÎTRE - INTÉGRATION DANS LE DOMAINE COMMUNAL

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Il est constaté que le bien, dénommé terrain à Touvent-Ouest cadastré AP n° 83, d'une superficie de 210 m², n'a pas de propriétaire connu.

L'article 713 du Code Civil précise que les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés ; toutefois la propriété est transférée de plein droit à l'Etat si la commune renonce à exercer ses droits.

A ce titre, Monsieur le Maire, par arrêté n° 147/2013 du 24 juin 2013, reçu en sous-préfecture le 1 juillet 2013, a constaté la vacance de ce bien.

Si dans les six mois suivant la dernière des mesures de publicité prévues à l'article L 1123.3 du code général de la propriété des personnes publiques, soit le 5 juillet 2013, le propriétaire ne s'est pas fait connaître, le bien intègre le domaine communal.

A ce jour, le propriétaire ne s'est pas manifesté.

Il est donc demandé au conseil municipal d'intégrer ce terrain dans le domaine communal.

Ce sujet sera présenté en Commission n° 3 « Politique de la Ville, Urbanisme et Patrimoine fortifié » le 29 janvier 2014.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme - Patrimoine Fortifié) s'est réunie le 29 janvier 2014 et a émis un avis favorable .

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/02/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140204-8454-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

